

Demain la paix ? oui !

par Elie Barnavi

Hier soir notre Président était sensible au fait que lui, juif laïc, était obligé de parler devant un Cardinal. Moi, je suis davantage sensible à la devise qui est inscrite derrière nous "*Pacem summa tenent*" et tout ce que je puis dire c'est "ainsi soit-il".

Lorsque j'ai rédigé ce papier, le tunnel qui allait provoquer les tumultes que l'on sait, ne faisait pas encore parler de lui. Le "roc de notre existence" comme notre poète de Premier Ministre a joliment défini le monde du temple, s'en passait encore fort bien, tout comme les marchands du souk arabe qui en ignoraient encore les retombées bénéfiques pour leur commerce. Nous savions, bien sûr, que le sang coulerait bientôt ; car comme le dit le proverbe fameux : "on peut mentir tout le temps à quelques uns, on peut mentir pendant un bref moment à tout le monde, mais on ne peut pas mentir tout le temps à tout le monde".

Ce qu'on ne savait pas, c'est qu'ils croiraient aussi vite et aussi fort, et pour un prétexte aussi futile. Ce qu'on ne

savait pas, c'est à quel point la bêtise, l'incompétence, le mépris, l'autosatisfaction, l'arrogance avaient aveuglé toute une équipe au pouvoir à Jérusalem, jusqu'à la rendre insensible, non aux souffrances d'autrui (il ne faut pas exagérer), mais à ses propres intérêts.

Cela dit, ce n'est pas de cette grotesque affaire de tunnel que je suis venu vous parler ici. Je suis venu vous parler de la paix entre Juifs et Arabes, c'est le sujet qu'on m'a demandé de traiter, le véritable "roc de notre existence".

Aussi bien, sur le long chemin qui mène fatalement quelque part, ce misérable intermède n'apparaîtra un jour que pour ce qu'il est : une ornière de plus. Un accroc. Un retard inutile et inutilement sanglant. Ou si vous voulez, une petite note dans le grand livre du Sionisme de l'État d'Israël et de sa place parmi les nations.

En effet, si je devais choisir une définition, une seule, du sionisme politique, je prendrais celle-ci : "le sionisme est d'abord et avant tout une

tentative radicale de normalisation des relations entre le peuple juif et les nations du monde". Songez-y. On n'a su résoudre massivement la solution nationale de l'éternelle question juive que lorsque toutes les autres solutions collectives (l'économie bundiste, le territorialisme sous ses différentes formes, ou encore la révolution sociale) se sont révélées inopérantes. J'insiste sur l'adjectif "collectives" car c'est du sort du peuple juif qu'il est question ici, et non des individus juifs.

Le sionisme est d'abord et avant tout une tentative radicale de normalisation des relations entre le peuple juif et les nations du monde.

Le Sionisme peut se réduire à un syllogisme simple : Le monde contemporain appartient aux Etats-nations ; Sans Etat-nation, les Juifs seront à jamais étrangers à ce monde contemporain ; Il leur faut donc, pour s'y tailler une place décente, un Etat-nation. Voilà l'essence du Sionisme, tout le reste est secondaire.

Pourquoi alors a-t-il fallu tant de sang et de larmes pour traduire dans les faits une idée aussi lumineuse ? Et pourquoi la normalisation de la condition juive parmi les nations se fait-elle toujours

attendre ? Eh bien parce que peuples et États n'entendent rien à la logique formelle et que l'histoire n'avance pas par syllogismes. Au moment où Pinsker prônait l'auto-émancipation et prenait la tête des Amants de Sion, peut-être eut-on pu créer un État juif en Palestine sans ouvrir aussitôt une guerre de cent ans avec les Arabes. Mais à ce moment, il y a plus de cent ans, la solution nationale du problème juif semblait une chimère, aussi bien dans les chancelleries qu'aux yeux de l'immense majorité du peuple juif. Plus tard, lorsque l'heure de cet État juif sonnera enfin, ce ne sera pas, ce ne pourra pas être l'heure de la normalisation. Sur le berceau de l'État nouveau-né, verront le jour ensemble le spectre du génocide nazi et un mouvement national arabe en pleine effervescence. Pour les membres fondateurs des Nations-Unies, l'État d'Israël sera le lot de consolation d'un peuple massacré dans l'indifférence générale. Pour les Arabes, un mauvais coup de plus d'un Occident rétif à décoloniser. Quelle normalisation bâtir sur d'aussi piètres fondations ?

C'est dire que je ne partage pas les idées de mes amis israéliens de l'école dite des "nouveaux historiens", - selon lesquels, l'intransigeance des dirigeants sionistes aura constitué l'obstacle majeur à une implantation pacifique en Palestine ; pas plus d'ailleurs que je n'ai

jamais cru la mythologie officielle qui a peint le conflit israélo-arabe en noir et blanc. Noir pour eux, blanc pour nous, bien sûr. Je prétends que ce conflit a une logique ; la voici : L'implantation sioniste portait la guerre comme la nuée l'orage. Il était naturel, on l'a vu, que les Juifs aspirent à un Etat-nation ; et il était naturel qu'ils choisissent de le bâtir, cet État, sur le seul bout de terre où la réalisation de cette aspiration promettait un sens. Mais ce bout de terre n'était pas vide d'hommes et il était tout aussi naturel que les Arabes, au nom des mêmes principes, s'y opposent de toutes leurs forces. Je le dis chaque fois que j'en ai l'occasion, au risque de fatiguer ceux qui l'ont déjà entendu, mais cela me semble important : Il est sans exemple dans l'histoire qu'un peuple se serre de son propre mouvement pour faire de la place à un autre, quelle que soit l'excellence des raisons que ce dernier peut faire valoir. Il est sans exemple qu'un peuple fasse siens les mythes d'origine d'un autre peuple, surtout quand ils contredisent les siens et en annule les effets. D'ailleurs, un sioniste conséquent devrait se féliciter de cette opposition sans nuance.

Le sionisme est d'abord et avant tout une tentative radicale de normalisation des relations entre

le peuple juif et les nations du monde.

Tout ce que les gouvernements sionistes ont reproché aux Arabes, l'aveuglement de leurs chefs, l'obstination de leur refus, leur détermination à noyer dans le sang l'entreprise sioniste, tout a favorisé la dite entreprise et lui a permis de se réaliser.

Que les Arabes aient accepté ne serait-ce qu'un début de solution négociée, ne serait-ce qu'un seul plan de partage, et l'État d'Israël n'aurait probablement jamais vu le jour.

J'ai toujours été frappé par le caractère fatal de ce conflit. Juifs et Arabes ont été aspirés dans un affrontement aux allures de tragédie grecque, où la volonté des hommes pèse moins que la logique inexorable de l'intrigue.

Ainsi donc, le conflit judéo-arabe revêt d'emblée le caractère d'un affrontement entre deux mouvements nationaux et d'autant plus acerbe, cet affrontement, qu'il a pour objet le même bout de sol et qu'il est doublé d'un affrontement ethnique et culturel. Mais, point important, il refuse de s'afficher comme tel. Chaque partie s'acharne à nier à l'autre la dignité nationale. En effet, reconnaître en l'autre un adversaire légitime, dont les objectifs ne sont pas plus méprisables que les siens propres,

reviendrait à remettre en question sa propre histoire.

Diaboliser l'adversaire devient ainsi la condition même de sa propre légitimité. Les conditions sont ainsi réunies, pour longtemps, d'une véritable guerre de religion. Ce que j'entends par guerre de religion, au sens large du terme, c'est un conflit total dont la seule issue concevable est l'élimination de l'adversaire. Un tel conflit exclut par définition les solutions de compromis. Il puise aux origines et vise le salut : il est donc inexpiable.

Diaboliser l'adversaire devient ainsi la condition même de sa propre légitimité. ainsi sont réunies, pour longtemps, les conditions, d'une véritable guerre de religion.

Ce n'est pas ici le lieu de peser les responsabilités dans les différentes phases du conflit. Il ne s'agit pas non plus de renvoyer dos à dos les belligérants dans une attitude olympienne de froide objectivité historique. Non, ces guerres ont été les nôtres, elles ont tissé la trame de notre vie, nous y avons tous participé d'une manière ou d'une autre. Il s'agit plus modestement de faire l'effort indispensable de sortir de soi-même, de faire travailler sa raison plutôt que ses

tripes et de comprendre. Car on ne battit pas de paix véritable sur l'occultation de l'histoire.

Il s'agit de transformer la guerre de religion en un conflit classique, c'est à dire réglable par les armes de la raison.

Comment sort-on d'une guerre de religion ? Par la liquidation de l'adversaire, on l'a vu. C'est le modèle Amalekh, et ça marche parfois, nous avons tous des exemples en tête. Ou plus souvent par la lassitude : lorsqu'il devient évident que ça ne marche pas, c'est à dire que l'adversaire est trop coriace. Il s'agit alors de transformer la guerre de religion en un conflit classique, le plus souvent territorial, mais pas toujours. C'est à dire en un conflit réglable par les armes de la raison, à savoir la négociation et le compromis. Bref, il s'agit de sortir de la religion pour entrer en politique. Et c'est bien ce qui s'est passé au Proche-Orient, la révolution qui a permis cela a été la guerre des Six Jours. Et je m'étonne que des amis israéliens s'entêtent à présenter la guerre des Six Jours comme une catastrophe nationale. La guerre des Six Jours aura été une bonne chose...Israël, tout en montrant à son adversaire qu'il était décidément indéracinable, s'emparait de territoires qui allaient transformer la

guerre totale en un conflit territorial classique.

Le discours arabe, ce n'est pas pour rien, s'est insensiblement mis à évoluer. La liquidation de l'entité sioniste s'est effacée au profit de la récupération des territoires perdus lors de la campagne de 1965. En fait, sans qu'ils s'en aperçoivent encore, les Israéliens venaient de gagner la reconnaissance de leurs voisins. Dans cette perspective, la guerre du Kippour n'est qu'une péripétie, largement imputable à la myopie politique du tandem Golda-Dayan. Mais une péripétie à l'allure de tremblement de terre puisque entre autres conséquences, elle permettait la conclusion, à terme, de la paix avec l'Égypte. Israël perdait le Sinaï et remportait la reconnaissance en bonne et due forme du plus puissant de ses voisins. Mais hélas, si l'histoire n'a que faire de la logique formelle, elle se moque tout autant de la ligne droite. Ses voies sont sans doute moins impénétrables que celles du Seigneur mais toutes aussi sinueuses. Car dans l'exacte mesure où les pays arabes abandonnaient l'approche totale de leur guerre avec Israël, un nombre croissant d'israéliens la faisaient leur. Le fer de lance de cette tendance a été le bloc de la foi, né dans la foulée de la guerre du Kippour. Son message, nous le connaissons tous, le messianisme

politique, lequel était à ce moment une créature neuve dans le paysage sioniste ; son allié naturel, la droite révisionniste, qui allait accéder aux affaires lors du premier renversement de mai 1970. Que disent ces néo-sionistes ? Que nous vivons une réalité politique transcendante ; que les temps messianiques s'accomplissent sous nos yeux, ici et maintenant ; que la terre d'Israël n'est pas sainte uniquement parce qu'elle permet l'accomplissement des mitzvot, mais qu'elle est sainte en elle-même : les pierres sont saintes, et les mottes de terre, et les arbres... ; que l'État d'Israël n'est rien d'autre que la résurrection du royaume d'Israël, l'accomplissement du royaume céleste ici-bas, la condition même de l'avènement imminent du Messie...

Dans cette optique, la normalisation dont rêvaient les pères fondateurs est une folie, voire un crime de lèse-majesté divine et humaine. Dans cette optique encore, l'étranger qui habite parmi nous, l'Arabe, aura tout au plus des droits limités ; selon certains, pas de droits du tout ; selon d'autres encore, comme par exemple le rabbin Heiss, le bien nommé, l'aumônier de l'université Bar-Ilan, il sera détruit tout de bon, cet étranger, les Arabes se trouvant être l'avatar moderne d'Amalekh. En tout état de cause, l'octroi de droits égaux est une absurdité, car l'égalité des droits est un principe

démocratique et libéral donc étranger au judaïsme et aliénant par définition.

Peu nombreux à l'époque, ces hommes sont restés un petite minorité aujourd'hui. Selon un sondage récent, près de 60 % des israéliens s'affirment "hilonim", laïcs, faute d'une traduction plus adéquate. Alors que seuls un peu plus de 14 % se disent religieux, toutes nuances confondues ; et ces derniers ne sont pas tous des zélotes, il s'en faut. Mais c'est un noyau dur dont l'influence va bien au delà de ses militants. Il se nourrit de la sympathie active de la droite laïque, de moins en moins laïque d'ailleurs ; de l'alliance de l'ensemble ou, peu s'en faut, du cadre national religieux, qu'il a fini par phagocytter ; de la fanatisation politique croissante des ultra-orthodoxes, voyez le phénomène Habad ; surtout de la timidité doctrinaire de la gauche, paralysée qu'elle est, cette gauche travailliste, par la déperdition de l'idéal pionnier et par sa propre incapacité à imaginer une alternative crédible à ce judaïsme pur et dur. A ce judaïsme pur et dur, sûr de son bon droit et de son interprétation des textes, parlant haut, fort et clair, un langage que la gauche a oublié depuis belle lurette, le langage idéologique. C'est l'histoire du pot de fer et du pot de terre, sauf que dans sa version israélienne, le pot de fer est une création, au moins par défaut, du pot de terre.

Les premières colonies dans les Territoires, c'est Shimon Peres : Kyriat Arba, c'est Ygal Alon : Les Yeshivot Hesder, d'où est issue une véritable milice armée au service de l'idéologie du Grand Israël, laquelle est en train de noyauter l'armée, c'est encore les travaillistes...je pourrais multiplier les exemples. Mais à quoi bon ? L'assassinat de Rabin n'a été une surprise que pour ceux qui n'avaient pas d'yeux pour voir ni d'oreilles pour entendre.

On n'a pas su expliquer convenablement à l'opinion israélienne, et juive, la portée immense des accords-cadres avec l'O.L.P..

En simplifiant quelque peu, je dirais que toute la chronique d'Israël de ces vingt dernières années se résume dans l'affrontement entre ces deux conceptions majeures « du conflit israélo-arabe : la conception politique de l'insertion par le compromis et celle, religieuse, du blockhaus idéologique ou, si vous voulez, entre deux conceptions du sionisme : celle, classique, qui cherche la normalisation de la condition juive parmi les nations, et celle, appelons-la néo-sioniste, qui voit dans l'État la perpétuation du principe de Balaam, "un peuple qui vit seul".

Pourtant dans cet affrontement fatal pour l'avenir du peuple juif et de son centre, Eretz-israélien, notre conception du Sionisme reste confusément majoritaire, la preuve : elle a remporté à Oslo une victoire décisive. Oslo, c'est une reconnaissance pour les palestiniens du fait national juif et donc le triomphe ultime du sionisme normalisateur. La divine surprise d'Oslo n'a rien d'un accident de l'Histoire, c'est une étape inscrite depuis le début de l'aventure sioniste, dans la longue marche du peuple juif vers la conquête d'une place décente parmi les nations. Mais là encore des erreurs ont été commises : on n'a pas su expliquer convenablement à l'opinion israélienne, et juive, la portée immense des accords-cadres avec l'O.L.P., ni d'ailleurs les périls immédiats dont ces accords étaient gros...Car il ne fallait pas être très clairvoyant pour comprendre que c'est lorsque le compromis est enfin à portée de la main que les jusqu'au-boutistes se liguent pour le faire avorter. Il suffisait de consulter l'histoire des autres, celle des Français en Algérie, par exemple. Mais qui se soucie de l'histoire, surtout celle des autres...

Faute de vision et de courage, on s'est enlisé, comme toujours, dans la palabre d'experts, on a perdu du temps et pire encore, de l'élan. Il est des moments où la diplomatie doit être comme la guerre

selon Bonaparte : un art simple et tout d'exécution. Il est des moments où il faut savoir faire vite, tailler dans le vif, s'appuyer sur les forces vives de la nation, en prenant résolument de court son adversaire.

Plus grave encore : on ne s'est pas inquiété de la dimension sociale et communautaire du processus de paix. Faute d'une campagne vigoureuse sur le terrain, dans les bourgs de développement, dans les quartiers pauvres des grandes villes, on a laissé s'accréditer l'idée folle que la paix avec les palestiniens c'est une affaire de riches, une lubie de l'establishment ashkénaze repu. Telle est d'ailleurs la raison profonde de la défaite des travaillistes aux élections : il suffit de consulter une carte des résultats de ces élections. Et c'est ainsi qu'on a permis aux extrémistes de saboter le travail commencé à Oslo. Étonnés par notre propre audace, intimidés par l'opposition bruyante d'une minorité d'irréductibles, les dirigeants d'Israël ont mis la pédale douce. Bien entendu, ce n'est pas la faute du seul Israël, Arafat la partage équitablement ; lui qui a cru bien faire en flattant ces fous de Dieu. Les attentats sanglants du Hamas et du Jihad ont tué Rabin une deuxième fois, en pavant la voie au troisième renversement, celui de mai 1996. L'alliance objective des jusqu'au-boutistes des deux bords a bien

fonctionné : le processus de paix, comme on dit, n'est certes pas mort, mais il est mal en point. En effet, la nouvelle coalition au pouvoir à Jérusalem fait ce qu'elle peut pour nous replonger dans la guerre de religion. En moins de trois mois, avec un talent et un acharnement dignes de causes meilleures, elle a réussi à refaire un semblant d'unité arabe contre Israël, à humilier et à désespérer le partenaire palestinien, à remplir l'air de paix qu'on respirait dans la région des sinistres bruits de bottes, et puisque c'est de normalisation dont nous causons ici, à remettre l'Etat juif dans son vieux rôle de pestiféré international. Beau bilan pour un trimestre, la paix, dans la sécurité du candidat Netanyahu se porte bien, merci.

Je voudrais conclure sur une note plus optimiste. L'histoire n'est pas déterministe, certes, mais elle n'est pas non plus ce conte narré par un idiot, plein de bruit et de fureur et ne signifiant rien, comme la voit Macbeth. Elle a, j'ai essayé de le montrer ici, une logique. Et cette logique veut que le long processus d'insertion d'Israël dans la région se poursuive jusqu'à son terme. On peut tuer la logique, bien sûr ; ce qui a été fait peut se défaire. Mais, comme ce gouvernement en fait lui-même l'amère et quotidienne expérience, ce n'est pas une mince affaire...Une fois que les gens ont goûté aux promesses de la paix, il est

extrêmement difficile de les y faire renoncer. Le messianisme est au pouvoir, bien sûr ; mais cette coalition représente une particularité curieuse en démocratie : d'être plus radicale que son électorat. Ce n'est pas pour rien que Benyamin Netanyahu se présentait devant les électeurs avec le programme de son adversaire ; avec celui de son parti, il le savait bien, il n'avait aucune chance. Aussi bien, la plupart des Israéliens soutiennent le processus de paix. Lorsque Netanyahu a enfin consenti à rencontrer Arafat, cette tardive poignée de main à reçu l'approbation de 85 % des Israéliens, 85 %...Et, en dépit du blocus, de la misère et des déceptions, la situation n'est pas bien différente chez les Palestiniens. Malgré cent ans de rhétorique belliqueuse, méprisante et haineuse, je n'ai jamais cru au mythe du fossé de haine censé diviser les deux peuples pour cent ans encore. Des années de diabolisation de l'O.L.P. et de son chef, "la bête au faciès poilu", vous vous en souvenez, c'est ainsi que Menahem Begin, entre autres gracieusetés, à dépeint Arafat, à la tribune de la Knesset...Des années de diabolisation, donc, n'ont pas empêché les Israéliens d'endosser les accords d'Oslo avec une facilité qui a étonné leurs auteurs eux-mêmes. Une génération de Palestiniens est née sous l'occupation, une deuxième a mûri pendant l'Intifada, mais les

étrangers de passage restent bouche-bée devant l'aisance du contact humain entre Israéliens et Palestiniens de bonne volonté. Des amitiés se sont nouées, des intérêts communs se sont créés, des habitudes de travail en commun se sont établies...L'occupation aura été dure à l'occupé, mais pas complètement stérile, il lui arrive de le reconnaître lui-même.

Il faut l'affirmer avec force car ce n'est pas un vœux pieux, c'est la vérité : la paix dans le respect mutuel, le bon voisinage et la coopération est possible, elle est même à portée de la main. C'est la condition nécessaire et suffisante de l'insertion de l'Etat juif dans la région, et donc dans la communauté des nations. Il est impératif de mobiliser les forces vives du peuple juif pour y aboutir. Pour ceux qui se réclament du judaïsme laïc et humaniste, je ne vois pas de tâche plus urgente.

Permettez-moi de laisser le mot de la fin à un jeune Palestinien, que j'ai rencontré au camp de Kestiot, dans le Neguev, bien avant la révolution d'Oslo, au plus noir de la nuit de l'Intifada...une visite bien instructive d'ailleurs, dont je pourrais vous parler longtemps.

J'ai demandé à ce garçon : "que veux-tu, en fin de compte ?", il m'a répondu simplement : "un État comme le tien". J'ai voulu savoir ce qu'il entendait par là et il m'a expliqué : "un État démocratique" "mais encore ?" "un État

où je puisse voter (je cite de mémoire mais c'est vraiment mot à mot) un État où je puisse voter, dire ce que je veux, lire les journaux que je veux et critiquer le gouvernement sans aller en prison." "Comment donc, je me suis écrié, faussement scandalisé, tu veux critiquer Abu Ammar ?" "Bien sûr, il m'a dit, comme toi tu critiques Shamir."

J'ai plus appris sur le conflit israélo-palestinien en dix minutes de conversation avec ce garçon, qu'en une année de lecture de journaux. Ali, tel était son nom, représentait la fine pointe du militantisme des enfants des pierres ; il avait à peine seize ans (seize ans !), mais il moisissait depuis deux ans déjà dans ce camp du désert pour avoir lancé, non pas des pierres, mais un cocktail Molotov sur une patrouille. Un frère aîné avait été tué par balles, un autre était enfermé ailleurs. Pourtant, je vous l'assure, il n'y avait pas de haine en lui mais de l'envie, et une espèce d'assurance souriante qu'un jour, il l'aura, cet État comme le mien.

A l'heure qu'il est, Ali doit faire partie de l'une des nombreuses polices de l'autorité palestinienne. Cet État, il ne l'a pas encore, mais il l'aura sans doute. Ce qu'il a pour l'instant n'est pas fameux, il faut bien le dire, et il aura probablement compris de lui-même que la république est plus belle sans l'empire, mais cela est une autre histoire. •